



# **Ateliers de concertation avec les acteurs-trices de la justice sociale en Afrique de l'Ouest Francophone**

## **Rapport Général**

Awa Fall DIOP et Simon KABORE



## TABLE DES MATIÈRES

|  |    |
|--|----|
| Abréviation  | 3  |
| Introduction   | 4  |
| Contenu du rapport   | 7  |
| Le mouvement LGBTQ en Afrique de l'Ouest   | 8  |
| Naissance des associations identitaires  | 8  |
| Prise de conscience sur les identités de genre                                       | 8  |
| Développement des partenariats   | 9  |
| Les revendications   | 9  |
| Les distensions  | 9  |
| Les formes de discrimination à l'endroit des minorités sexuelles                     | 10 |
| Violences sociales   | 11 |
| Violences intracommunautaires  | 11 |
| Aperçu des revendications du mouvement général de justice sociale du mouvement LGBTQ | 12 |
| Convergence des aspirations  | 12 |
| Différence des approches   | 12 |
| Le gain des causes communes  | 13 |
| Les pistes de collaboration  | 16 |
| Engagement de chaque organisation  | 16 |
| Le travail collectif   | 17 |
| Quelles contributions de QAYN?   | 17 |
| Conclusions  | 20 |
| Annexe   | 21 |

## ABRÉVIATIONS

|          |  |
|----------|--|
| LGBTQ    | Lesbienne, Gay, Bisexuel-le, Transgenre, Queer               |
| HSH      | Homme qui ont des rapports Sexuels avec des Hommes           |
| VIH/SIDA | Virus d'Immunodéficience Humaine/Syndrome d'Immunodéficience |



## INTRODUCTION

Contre vents et marées, les droits humains progressent en Afrique à la faveur de l'installation de la démocratie. Même si cette démocratie reste à désirer, elle a permis tout de même une liberté d'expression et d'association qui a favorisé l'émergence de mouvements sociaux poussant les limites des aspirations à plus d'accès aux droits socio-économiques, politiques et dignité humaine. Ainsi des avancées sont notées en matière de droits de la femme, de lutte contre l'esclavage, d'interdiction de la torture, de la lutte contre l'impunité, de protection des droits civiques et sociaux, etc.

Cependant, ces avancées ne profitent pas à toutes les couches sociales. En effet, la forte influence des cultures africaines et des religions importées, introduit des biais dans la logique des considérations des acteurs et actrices qui sont au devant des mouvements sociaux. Tout en se réclamant de défenseur-e-s de droits à valeurs « universelles », certain-e-s d'entre eux/elles s'accommodent de la privation des mêmes droits pour certains

groupes minoritaires. C'est le cas de la communauté dite « minorité sexuelle » qui regroupe les gays, lesbiennes, bisexuel-le-s, transgenres et queer, des personnes qui ont des sexualités non-hétérosexuelles, traduit par l'acronyme LGBTQ en jargon activiste.

Si la question de l'homosexualité s'aborde avec une certaine tolérance dans le cadre de la santé publique à travers les initiatives de prévention du VIH/Sida dans les communautés des hommes qui ont des rapports sexuel avec les hommes (HSH) et a permis certes de poser la question de l'homosexualité dans l'espace public et d'enregistrer certaines avancées en matière de droits à l'accès au soin, toutefois, cette approche a : 1) le désavantage de présenter les HSH comme des dangers perpétuels de la population générale, de qui on est obligé de s'occuper juste pour l'intérêt général, mais non au nom de ses droits contribue, ironiquement, à une autre forme de stigmatisation ; et 2) occulte les réalités socioculturelles qui régulent la sexualités des personnes LGBTQ dont notamment les femmes allosexuelles et les personnes aux genres non-binaires.

Qu'à cela ne tienne, profitant de cette tolérance, et les avancées sur les droits des personnes homosexuelles dans certains pays comme l'Afrique du Sud, des groupes et associations LGBTQ s'organisent de plus en plus en Afrique de l'Ouest. La Queer African Youth Network (QAYN)

fait partie de cette émergence d'une nouvelle mobilisation et d'une détermination à situer la question LGBTQ dans un contexte plus large de justice sociale. Convaincue que la situation vécue par les personnes LGBTQ se situe au croisement de plusieurs idéologies dominantes, l'approche de QAYN est guidée par une analyse féministe des oppressions et autres questions sociales contemporaine en Afrique. A travers cette analyse, QAYN a développé une vision stratégique qui met l'accent sur l'établissement d'un vaste réseau d'actrices et acteurs engagé-e-s autour de compréhensions communes des réalités sociales, économiques, culturelles, politiques et juridiques qui animent les revendications des mouvements sociaux en Afrique.

En 2015, la mise en œuvre de cette stratégie de rapprochement s'est faite à travers trois ateliers de concertation entre des actrices et acteurs de mouvements de justice sociale en Afrique de l'Ouest et des actrices et acteurs du mouvement LGBTQ. Ces ateliers se sont déroulés dans la logique d'une démarche commune des deux mouvements pour se découvrir, apprécier les croisements dans les revendications et réfléchir sur les pistes possibles de leur collaboration pour un mouvement de justice sociale inclusive de toutes les formes d'inégalités et d'oppressions.

A cet effet, trois ateliers se sont tenus à Ouagadougou, Cotonou et Abidjan, entre mars et juillet 2015.



---

## CONTENU DU RAPPORT

Le présent rapport est une analyse des résultats des trois ateliers tenus à Ouagadougou, Cotonou et Abidjan. Il n'est donc pas un narratif sur le déroulement de ces ateliers, mais un condensé analytique des échanges qui ont eu lieu autour des problématiques majeures en lien avec les objectifs de l'atelier.

Il s'agit notamment :

- de l'émergence du mouvement LGBTQ
- l'alignement des revendications spécifiques des associations LGBTQ avec celles du mouvement général de justice sociale
- les pistes possibles de collaboration et d'intégration des deux mouvements.

---

## Le mouvement LGBTQ en Afrique de l'Ouest

L'analyse suivante s'est construite en considérant qu'un mouvement social est un ensemble de réseaux informels (ou formel) d'organisations et d'actrices/acteurs individuel-le-s, construit sur des valeurs partagées et de la solidarité et qui se mobilise au sujet d'enjeux conflictuels, en ayant recours à différentes formes de protestation. Eu égard à cette considération, les échanges au cours des ateliers permettent de faire les observations suivantes :

### Naissance des associations identitaires.

Les résultats de l'activité sur la « ligne du temps » réalisée au cours des ateliers ont démontré que la question des droits des homosexuel-le-s a commencé à s'encrenir en Afrique de l'Ouest Francophone dans une période très récente (fin des années 1990), à la faveur surtout de la lutte contre le VIH/Sida. L'exploration des actions menées en faveur des personnes homosexuelles montre en effet une forte domination des actions de prévention et de soutien contre l'infection au VIH. Ces actions étaient portées exclusivement jusqu'à une période très récente par des associations de lutte contre le VIH/Sida intégrant la problématique des « minorités sexuelles ». Des activités telles que des causeries, la prévention par les paires, la distribution de préservatifs et de gels, la conduite de groupes d'auto-soutien, etc. ont été ainsi menées. La réalisation de ces activités a permis la rencontre de plusieurs gays et HSH et dans un moindre mesure, les lesbiennes entre eux-elles, en tant que bénéficiaires des interventions. L'esprit de communauté naissant,

ces bénéficiaires ont décidé à un certain moment de prendre le leadership pour devenir des acteurs et actrices de la mise en œuvre d'interventions adaptées à leur situation. Les interventions de santé sont alors restées majoritaires dans les plans de travail de la plupart des associations identitaires ayant participé aux ateliers ; ce qui relève également les implications de la contribution de bailleurs de fonds quant à l'hierarchie des enjeux. Les actions de revendication de droits humains notées concernent des réactions spontanées pour dénoncer des cas de violation tels que des agressions physiques ou la destruction des biens individuels ou associatifs de membres de la communauté. Cette activité sur la « ligne du temps » a permis également de relever l'absence des revendications des femmes allosexuelles et des personnes aux genre non-binaires dans le mouvement LGBTQ naissant.

### Prise de conscience de la question du genre.

Il a été noté non-mixité dans les associations LGBTQ et le manque de diversité dans les activités qui ne prennent pas en compte les besoins dans la communauté homosexuelle dans son sens le plus vaste. En effet les interventions identifiées portent essentiellement sur les gays et HSH dans une moindre mesure (et ceci très récemment) sur les lesbiennes. Les échanges sur la diversité des identités de genre et les orientations sexuelles ont permis aux acteurs et actrices de justice sociale, ainsi qu'aux militant-e-s LGBTQ

présentes, de mieux cerner toutes les composantes identitaires de l'acronyme LGBTQ. Elles/ils se sont particulièrement familiarisé-e-s avec l'identité « queer », qui est un terme anglais se traduisant littéralement par « bizarre », mais dont la connotation politique qui lui a été donnée lui permet de regrouper ceux et celles qui ne se retrouvent pas dans l'organisation classique des identités et expressions du genre.

### Développement des partenariats

En termes de partenariat, il a été noté une certaine dynamique de collaboration non seulement entre les associations LGBTQ elles même, mais également avec les associations de lutte contre le VIH/Sida et le mouvement des droits de l'homme. Le dynamisme de ce partenariat a permis d'influencer parfois l'environnement institutionnel, tel que la désignation d'un point focal pour les personnes LGBTQ au sein de la Commission Nationale des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire par exemple.

Cependant il n'a pas été noté beaucoup d'initiatives de connexion et/ou collaboration sous régionale entre les différentes associations identitaires nationales. QAYN se présente ainsi comme l'initiative actuelle la plus originale qui peut incarner ce mouvement de revendication des droits LGBTQ. Dans ce sens, les participant-e-s aux rencontres ont insisté sur la nécessité que QAYN accompagne la structuration du mouvement, non seulement dans les pays, mais également dans la sous-région.

**Les revendications.** Une revendication est un message qui traduit une réclamation de ce dont on a droit. A l'heure actuelle dans les Francophones de l'Afrique de l'Ouest, les associations identitaires, qui se disent LGBTQ mais qui sont en réalité des associations de gays et HSH, n'ont pas de revendications entant que tel. Ces associations sont, à travers les initiatives de lutte contre le VIH, des pourvoyeurs de services et implémentent des activités ponctuelles de préventions en matière de santé sexuelle sans pour tant avoir une compréhension complexe de leurs actions collectives.

**Les distensions.** Il a été noté que plusieurs distensions minent le mouvement LGBTQ dans les pays, allant des conflits de leadership à la stigmatisation de genre, en passant par la mauvaise gestion des ressources. Les échanges ont mis l'accent sur la nécessité de chaque militant-e LGBTQ de prendre en compte qu'ils-elles forment une communauté et que la victoire se gagne ensemble, tout comme l'échec se vit également ensemble. La cohésion au sein de la communauté mérite d'être fortement promue pour asseoir les véritablement bases d'un mouvement solide.



## Les formes de discrimination à l'endroit des personnes homosexuelles

L'ampleur, la variété et les conséquences des formes de discrimination contre les personnes LGBTQ s'apprécient à l'aune de la diversité des identités qui composent cette communauté et des spécificités associées à chaque identité.

**Violences sociales.** Chaque identité de genre ou orientation sexuelle ne subit pas forcément les mêmes violences et de la même manière. Il est bien vrai que de façon globale, les violences exercées sur l'ensemble de la communauté LGBTQ par l'opinion homophobe sont similaires: violences verbales et physiques, privation d'emploi, exclusion, etc. Ces violences ont pour conséquences entre autres, la déscolarisation, la perte d'emploi, l'exil, la perte de biens, la privation de la liberté d'expression et de l'intimité, et même dans certains, la perte de la vie. Néanmoins, la particularité des violences que subissent les femmes allosexuelles et les personnes aux genres non-binaires restent invisibles.

**Violences au sein des communautés LGBTQ.** Ce n'est pas parce que une communauté subie des injustices qu'elle ne les reproduit pas à son sein - les échanges lors des ateliers ont relevé que même au sein des communautés LGBTQ, les violences basées sur le genre et l'orientation sexuelle sont une réalité. A titre d'exemple, les gays à l'apparence féminine sont généralement l'objet de stigmatisation par les gays aux allures plus « masculines ». Ces derniers préfèrent se tenir à l'écart des premiers-ères parce qu'ils-elles sont facilement identifiables comme homosexuel-le-s. D'une manière générale, les lesbiennes sont discriminées dans les associations, ce qui rend souvent le travail de collaboration très difficile.

---

## Aperçu des revendications du mouvement de justice sociale et du mouvement LGBTQ

**Convergence des aspirations.** Un rapport, **Cartographie du mouvement de justice sociale en Afrique de l'Ouest Francophone et au Cameroun : Revendications et Perceptions sur la question LGBTQ** qui regroupe les résultats d'une enquête de plusieurs pays de la sous région menée par QAYN en 2014, a relevé que les actrices et acteurs mouvements sociaux sondé-e-s définissent un monde de justice sociale comme.

“ Un monde où la justice sociale est garantie de manière universelle est un monde où les richesses sont équitablement réparties et où les problèmes politiques, économiques et sociaux sont supportés par tous. Il s'agit d'un monde où les inégalités n'existent pas. Dans ce monde, tous les êtres humains ont accès à tous les services de base et sont réellement égaux. C'est un monde de paix, et d'harmonie, un monde plus juste, un monde où les droits humains sont respectés. ”

Cette analyse a été observée également lors des 3 ateliers avec un accent particulier sur la nécessité d'une paix sociale comme condition sine qua non du respect des droits humains, ainsi que la prise en compte de l'égalité et de l'équité dans la promotion des droits. C'est au nom de ces principes que les revendications de justice doivent prendre en compte tous les groupes de la société, y compris les LGBTQ qui ne demandent qu'à bénéficier des mêmes droits que tout le monde.

Un participant de l'atelier de Ouagadougou a même précisé que les revendications concernant les droits des LGBTQ devraient juste se porter sur la manière dont les droits humains en général doivent être appliqués dans la spécificité et la pluralité des identités.

**Différence des approches.** L'examen des stratégies entre les deux mouvements montre que les acteurs de justice sociale en générale utilisent des approches de plaidoyer public (manifestations publiques, médias, etc.). Par contre, compte tenu de la sensibilité du sujet des droits LGBTQ, les acteurs et actrices intervenant dans la thématique, sont obligé-e-s d'utiliser des stratégies et des messages détournés, à travers des activités de prestation de service, de prévention et de soins. L'émergence de structures identitaires associée à ces stratégies détournées, des stratégies de lobbying auprès des décideurs nationaux, des

missions diplomatiques et autres partenaires internationaux.

Toutefois, les échanges ont recommandé que le recours aux partenaires extérieurs ne soit pas très souvent privilégié, vu que cela est souvent considéré comme de l'impérialisme culturel et politique. Les organisations nationales doivent assumer leur plaidoyer auprès de leurs décideurs nationaux. En outre, la « victimisation » ne doit pas non plus être une stratégie de lutte ; il faut plutôt privilégier des revendications citoyennes toutes leurs complexités et documentées.

### Le gain des causes communes.

Les personnes LGBTQ ne doivent pas se préoccuper seulement de leur situation, mais doivent s'impliquer dans les mouvances sociales dans leur pays et dans la sous région. L'exemple de l'Afrique du Sud, où des personnes LGBTQ qui ont participé à la lutte contre l'apartheid ont pu obtenir des acquis importants en matière de droits des personnes LGBTQ, est très évocateur. Les personnes LGBTQ doivent alors faire leur cette citation de Simon Nkoli, activiste gay, anti-apartheid (ANC) et acteur contre le VIH/Sida :

“ Je suis Noir et je suis gay. En Afrique du Sud je suis opprimé parce que je suis un homme noir et je suis opprimé parce que je suis gay. Alors lorsque je me bats pour ma liberté, je dois me battre en même temps contre ces deux oppressions. ”

Les activistes LGBTQ doivent alors s'impliquer dans les grandes luttes pour plus de démocratie dans leurs pays, de respect des droits de tous/toutes et le développement de l'ensemble des communautés. C'est dans cet engagement pour le bien de tous/toutes, qu'elles auront les soutiens nécessaires pour faire évoluer les droits de la communauté LGBTQ.

Les autres acteurs/actrices de revendication de justice sociale doivent également garder en tête cette citation de Desmond Tutu : « les lois anti-homosexuelles seront regardées dans le futur comme aussi fautes que l'apartheid », et comprendre qu'ils/elles ne doivent pas se mettre du mauvais côté de l'histoire.





---

## Les pistes de collaboration

Les réflexions sur les pistes de collaboration se sont articulées sur les stratégies pour mener une réflexion interne à chaque structure, mais également sur les stratégies de collaboration entre organisations identitaires et autres acteurs/actrices de la société civile.

### Engagement de chaque organisation.

La réflexion sur la conduite des discussions en interne des organisations se justifie par le fait que la décision de militer pour les droits LGBTQ doit être un engagement officiel de la structure. La cartographie des acteurs et actrices de revendication de justice sociale a démontré que bien d'organisations de la société civile n'avaient jamais mené officiellement ces échanges en interne. L'attitude de l'organisation vis-à-vis de la thématique se reposait alors sur les appréciations de valeur, basées sur les convictions culturelles et religieuses de chaque membre.

A l'issue des échanges, les stratégies suivantes ont été proposées:

- **Restitution des présents ateliers au sein de chaque association participante;**
- **Implication des acteurEs LGBTQ dans les cadres de concertation et de réflexion;**
- **Désignation un point focal des droits LGBTQ au sein des structures;**
- **Maitrise des arguments religieux, culturels, socio-politique du contexte et de textes religieux;**
- **Transfert de connaissance entre les mouvements (au maximum de personnes pour que ça soit favorable) ;**
- **Rédaction de documents de politique interne pour l'intégration de la thématique LGBTQ dans les actions de plaidoyer.**

Il est important de relever que le dialogue ne doit pas concerner uniquement les autres acteurs/actrices de revendication de justice sociale, mais également les organisations identitaires pour se rassurer que leurs approches bannissent réellement la discrimination basée sur l'identité de genre dans toutes ses composantes.

**Le travail collectif.** Il est évident que le travail collectif devrait bénéficier des retombées du dialogue interne au sein des organisations. Les stratégies retenues concernent principalement :

- **la création de cadres de concertation entre activistes LGBTQ et les autres acteurEs de la société civile;**
- **le plaidoyer pour avoir des référents au niveau de certains services clés (justice, forces de l'ordre et de sécurité, santé);**
- **la mise en place de coalitions entre les organisations LGBTQ;**
- **le développement de plans stratégiques contre l'homophobie;**
- **la mise en place d'observatoires qui veilleraient à la documentation et à la dénonciation des cas de violations;**
- **le renforcement des capacités des acteurEs sur la question LGBTQ;**
- **l'organisation d'ateliers similaires au niveau sous régional ;**
- **le renforcement des connaissances des LGBTQ sur les droits humains et les techniques d'interpellation.**

En somme, il faut noter que **les stratégies concernent principalement la création d'espaces de dialogue et d'action commune**, ainsi que le renforcement des connaissances et des capacités des différents acteurs sur la thématique LGBTQ, sur les droits humains et sur les techniques d'interpellation.

### Quelles contributions de QAYN?

QAYN reflétant actuellement un leadership dans la structuration du mouvement LGBTQ et sa collaboration avec les autres acteurs de justice sociale, les participant-e-s ont manifesté des attentes vis-à-vis d'elle en terme de :

- **mise à la disposition des associations des outils de plaidoyer qu'elles pourront adapter à leur contexte ;**
- **facilitation des réseautages au niveau national et sous régional ;**
- **accompagnement des structures identitaires pour le renforcement de leurs organisations et le fonctionnement institutionnel.**

L'appui en ressources financières apparaît en filigrane, étant donné que les associations identitaires souffrent actuellement d'insuffisances de financement.



## CONCLUSION

La tenue effective de ces trois ateliers est une victoire en soit, vu la sensibilité de la question LGBTQ dans la sous-région. Le taux de participation des organisations de la société civile a rajouté au succès des rencontres d'échanges. Enfin, l'ouverture aux débats et la qualité des interventions des personnes LGBTQ montrent un fort potentiel pour le renforcement du mouvement LGBTQ en Afrique de l'Ouest.

Pour capitaliser les retombées de ces rencontres d'échange, QAYN devrait mettre en place un système de suivi des engagements pris lors des ateliers par les participant-e-s et élaborer une stratégie d'accompagnement de l'émergence du mouvement LGBTQ en Afrique de l'Ouest. Cette stratégie d'accompagnement devrait veiller à ce que les organisations LGBTQ maîtrisent bien les concepts d'identités de genre et de droits, mais également la formulation des revendications, la conduite des stratégies d'interpellation et de lobby.

Egalement, même si cela peut sembler hypothétique, un investissement doit être accordé à la pacification des relations intercommunautaires, afin que des contradictions et paradoxes internes ne sapent pas les revendications légitimes.

## Listes des organisations présentes aux ateliers de concertations

| Pays                | Sigle                  | Appellation   |
|---------------------|------------------------|---|
| <b>Benin</b>        | AFRO-Benin             | Association des femmes pour une relève orientée - Bénin                           |
|                     | CSB                    | Coalition SIDA-Bénin  |
|                     | EDUSIDA                | Initiative Educateur contre le SIDA   |
|                     | Madnice Production     | Madnice Production<br>Mouvement pour la solidarité des minorités – Love Story     |
|                     | ATTAC Benin            | Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens   |
|                     | Cabinet Maitre Atchade |   |
|                     | CERIDONG               | Centre de recherche et d'intervention pour le developpement                       |
|                     | OCAL                   | Organisation du Corridor Abidjan-Lagos  |
|                     | ABMS                   | Association Béninoise pour la promotion du marketing Social                       |
|                     | LV                     | Ladies' Voices Togo   |
| <b>Burkina Faso</b> | EVAB                   | Espoir, Vie, Arc-en-ciel Bénin  |
|                     | AAB                    | Association Alternative Burkina   |
|                     | AIDSETI                | Aids Empowerment Treatment International  |
|                     | AMMIE                  | Appui moral et matériel à la mère et l'enfant                                     |
|                     | CICDOC                 | Centre d'Information de Conseil et de Documentation sur le SIDA et la Tuberculose |
|                     | ONIDS                  | Organisation pour de Nouvelles Initiatives en Développement et Santé              |
|                     | REVS+                  | Association Responsabilité, Vie, Solidarité                                       |
|                     | YERELON+               | Association Yerelon +   |
|                     | AAS                    | Association African Solidarité  |
|                     | Vie Positive           | Association Vie Positive  |
|                     | OSAD                   | Association Santé et Développement  |
|                     | RAME                   | Réseau d'accès aux médicaments essentiels   |

## Listes des organisations présentes aux ateliers de concertations

| Pays                 | Sigle            | Appelation   |
|----------------------|------------------|--|
| <b>Côte d'Ivoire</b> | CIDH             | Commission ivoirienne des droits de l'Homme            |
|                      | ACI              | Alternative Cote d'Ivoire                              |
|                      | Secours social   | Secours Social – Bouaké                                |
|                      | AEC+             | Association Arc-en-ciel Côte d'Ivoire +                |
|                      | LIDHO            | Ligue Ivoirienne des droits de l'Homme                 |
|                      | Espace confiance | Clinique Espace Confiance                              |
|                      | LLACI            | Lesbian Life association Côte d'Ivoire                 |
|                      | CSAS             | Centre Solidarité Action Sociale                       |
|                      | RIJES            | Réseau Ivoirien des Jeunes contre le SIDA              |
|                      | APDH             | Actions pour la protection des droits de l'Homme       |
|                      | CIDDH            | Coalition Ivoirienne des défenseurs des droits humains |
|                      | MIDH             | Mouvement ivoirien des droits de l'Homme               |

## En partenariat avec

AFRO-Benin



Alternative Côte d'Ivoire





Queer African Youth Network  
Tel +226 - 25374829  
Email [contact@qayn.org](mailto:contact@qayn.org)  
Twitter [Qayncenter](https://twitter.com/Qayncenter)  
Websiter [www.qayn.org](http://www.qayn.org)  
Facebook [www.facebook.com/QAYNetwork](https://www.facebook.com/QAYNetwork)